



Rue De Pascale, 4
1040 Brussels - Belgium
Tel: +32 02 280 02 80
Fax: +32 02 230 16 58
Email: info@caritas-europa.org
Website: <http://www.caritas-europa.org>

CAMPAGNE 2005
UN AVENIR POUR LE KOSOVO:
La perspective Caritas

Position

Luxembourg/Bruxelles, janvier 2005

Table des matières:

1. *Préambule*
2. *Bref rappel de fond*
3. *Situation actuelle*
4. *Les principales préoccupations*
5. *Engagement du réseau de Caritas Europa*
6. *Recommandations*

Caritas Europa est l'une des sept régions de Caritas Internationalis, une confédération de 162 organisations catholiques d'aide, de développement et de service social à travers le monde. Caritas Europa, créée en 1971, rassemble 48 organisations actives dans 44 pays européens. Elle concentre ses activités sur les questions de pauvreté et d'inégalité sociale, de migration et d'asile, tant dans les pays de l'Union européenne que dans tous les autres pays européens. Caritas Europa soutient de façon forte les activités de ses membres en matière de coopération internationale, d'aide humanitaire d'urgence et de développement.

1. Préambule

De 1989 jusqu'à ce jour, les services réfugiés de nombreuses organisations nationales de Caritas ont été en contact avec des personnes fuyant le Kosovo.

Depuis juin 1999, le réseau Caritas suit au Kosovo un vaste programme d'urgence et de reconstruction qui se déplace actuellement vers des activités de développement.

Le réseau Caritas, présent dans toutes les régions du Kosovo, oeuvre avec un ferme engagement pour les pauvres et les jeunes et pour les groupes minoritaires à travers des activités visant à bâtir la paix, des projets d'enseignement - formel ou informel - et la construction de la communauté.

Cette présence conduit le réseau Caritas à exprimer une profonde préoccupation au sujet:

- ✓ de l'avenir du Kosovo, en tant que patrie sûre pour toutes ses communautés traditionnelles;
- ✓ d'un développement apte à se maintenir et d'une paix durable pour toutes les personnes, avec un engagement particulier envers les pauvres et les exclus.

Le manque de clarté du statut¹ conduit actuellement à la frustration, la tension et la violence, comme cela est apparu clairement à travers les événements de mars 2004. Toute la population du Kosovo attend avec impatience un message transparent, clair et univoque de la communauté internationale sur le futur statut du Kosovo, indiquant les étapes, les conditions à mettre en œuvre dans ce but, l'encadrement dans le temps et le résultat final. Repousser cette décision aux calendes grecques est faire preuve d'irresponsabilité.

2. Bref rappel de fond

- ✓ Depuis le 15^{ème} siècle et jusqu'en 1912, le Kosovo faisait partie de l'Empire ottoman.
- ✓ Après la guerre des Balkans en 1913, le Kosovo a été intégré à la Serbie.
- ✓ En 1974, le Kosovo est devenu une province autonome.
- ✓ En 1989, le statut d'autonomie a été aboli.
- ✓ En 1998, l'OTAN est intervenu par la force et depuis 1999, le Kosovo est sous l'administration de l'ONU (MINUK) conformément à la résolution 1244 du conseil de sécurité des Nations Unies.

3. Situation actuelle

Le Kosovo a une population estimée à 2 millions d'habitants et une superficie de 10 887 km², présentant ainsi une grande densité de population (190 habitants/km²).²

63% de la population du Kosovo a moins de 30 ans.

Il n'y a pas de données statistiques certaines sur la structure ethnique actuelle et sur l'origine religieuse de la population du Kosovo. Le dernier recensement effectué dans la république fédérale socialiste de Yougoslavie en 1991, boycotté par de nombreux Albanais du Kosovo, montrait que sur 1 954 747 habitants du Kosovo, 82,2% étaient albanais, 10% serbes et 7,8% roms, ashkalis, égyptiens, goranais, bosniaques, turcs et croates.

¹ Caritas, en tant qu'association humanitaire internationale ne prendra pas position sur le type de statut qui devrait être attribué au Kosovo, mais, en collaboration avec l'université de Sarrebruck, présentera début 2005 un document complémentaire, basé sur une recherche exhaustive des différents modèles proposés, analysant leurs avantages et leurs inconvénients.

² Le Luxembourg a une densité de population de 173 habitants/km².

On estime que 90% de la population du Kosovo est musulmane, le reste est chrétien orthodoxe et il y a aussi une petite communauté catholique.

La taille moyenne des ménages est de 6,52 personnes avec une moyenne de 2,08 enfants.

Les conditions de vie³

50,35% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté et 12,71% en dessous du seuil national d'extrême pauvreté.

Après la guerre de 1998/99, de nombreuses personnes ont quitté les villages et se sont installées dans les villes: 25% de la population vit à Pristina. L'urbanisation s'accompagne d'un usage incontrôlé de l'espace et de la terre. L'accès à de nombreux villages, en particulier dans les montagnes, est difficile en raison du manque d'infrastructures appropriées.

L'espérance de vie est de 68,86 ans.⁴

Le taux de mortalité infantile est de 5,78%.⁵

Au Kosovo, la situation du service public est très insatisfaisante:

- ✓ 27,41% des personnes n'ont pas accès à une source sûre d'eau potable;
- ✓ 33,24% n'ont pas de système d'évacuation des eaux usées;
- ✓ 98,76% de la population a accès à l'électricité mais tous souffrent d'une pénurie d'électricité.

Un mouvement de privatisations incontrôlé dans les secteurs de la santé, du transport et autres services publics rend leur accès de plus en plus difficile pour les pauvres.

4. Les principales préoccupations

Education

La principale ressource du Kosovo est sa jeunesse: 50% de la population a moins de 20 ans. En 2002/2003, 95,44% des enfants fréquentaient l'école primaire, 75,20% l'école secondaire et 5% des instituts d'études supérieures⁶. Parmi les adultes, le taux d'analphabétisme est de 5,78%. 1,65% avaient étudié à l'université.

Les enfants vont à l'école primaire par roulement, sur la base de 3 ou 4 groupes, en raison du manque d'infrastructures appropriées. Les établissements secondaires et les grandes écoles offrent surtout des enseignements théoriques et manquent de laboratoires équipés. Sans pratique à l'école, une transition en douceur de l'école à la vie professionnelle n'est pas garantie. De plus, les statistiques montrent que la moitié des chômeurs se déclarent comme n'ayant aucune qualification.

Seulement 70% des filles reçoivent un enseignement secondaire après l'école primaire.

Chaque année, près de 23 000 jeunes quittent un établissement secondaire, mais seulement 6 000 environ ont accès à l'université.

Actuellement, le manque de compréhension soit de l'albanais et soit du serbe conduit de fait à des séparations, des tensions et des malentendus.

³ Chiffres extraits du rapport du PNUD sur le développement humain – Kosovo 2004.

⁴ 10 ans de plus au Luxembourg.

⁵ 10 fois moins au Luxembourg.

⁶ D'après SOK, statistiques sociales: l'enseignement supérieur au Kosovo.

Les besoins urgents du Kosovo sont les suivants:

- ✓ investissement dans les infrastructures scolaires;
- ✓ modernisation du système scolaire avec de nouveaux programmes éducatifs promouvant les valeurs éthiques, l'intérêt pour le bien commun, les droits de l'homme, le civisme, la tolérance et le respect de tous⁷;
- ✓ priorité à la formation professionnelle;
- ✓ transparence dans l'accès à l'enseignement supérieur;
- ✓ possibilité d'études supérieures à l'étranger dans le cadre de partenariats et de parrainages d'universités et d'institutions européennes;
- ✓ soutien particulier pour les filles dans l'enseignement secondaire et tertiaire;
- ✓ apprentissage actif des deux langues albanaise et serbe pour tous les enfants afin de créer une base de compréhension et de communication.

Développement économique

D'après un sondage d'opinion, pour 65% des personnes, l'impossibilité d'accéder à un emploi est le premier problème auquel le Kosovo doit faire face. Les chiffres 2004 du PNUD montrent que 44,42% des 1,2 million de personnes âgées de 18 à 65 ans (38,47% d'hommes et 58,06% de femmes) sont au chômage.

Le revenu annuel par habitant est de 1 053,23 US \$, la part des 20% les plus pauvres étant de 6,52% et la part des 20% les plus riches de 43,39%. 18,84% des ménages ne possèdent pas de biens économiques.

L'économie du Kosovo par secteurs montre que 15% va à l'industrie, 60% au commerce et aux services et 25% à l'agriculture.

Les principaux problèmes économiques peuvent être expliqués par:

- ✓ le déclin du nombre des jeunes actifs dans le secteur agricole;
- ✓ la très petite taille des parcelles dans les propriétés familiales;
- ✓ les questions non résolues concernant la propriété privée;
- ✓ le lent processus de privatisation des entreprises;
- ✓ le système actuel de crédit favorisant l'investissement à court terme, principalement dans le commerce et la construction;
- ✓ l'environnement politique incertain qui décourage les investissements à long terme et les investissements étrangers;
- ✓ la diminution du soutien des donateurs;
- ✓ le niveau insuffisant de développement des infrastructures;
- ✓ le retour forcé des réfugiés.

Une nouvelle diminution de la croissance économique est à craindre.

L'économie doit impérativement se développer rapidement afin d'éviter une paupérisation encore plus grande de la population. Le développement économique doit en premier lieu servir à couvrir les besoins de base de toute la population et, une fois ce but atteint, une nouvelle étape consistera à amener le Kosovo à rejoindre les standards économiques européens. Cela doit être obtenu par la mise en place d'un plan de développement général basé sur

- ✓ les ressources locales: main d'œuvre féminine et masculine, ressources minérales, énergie et agro-industrie et

⁷ Une attention particulière est nécessaire pour travailler sur les manuels scolaires d'histoire pour expliquer les réalités historiques avec des points de vue différents.

- ✓ le soutien des pays étrangers: assistance technique et mise en place des moyens par des personnes hautement qualifiées et honnêtes, accès à des crédits à long terme, facilitation des exportations de biens et augmentation d'investissements étrangers efficaces dans l'infrastructure générale.

La Commission européenne est instamment invitée à montrer une plus grande implication dans la mise en place et l'exécution d'un plan de développement économique avec comme principal but de satisfaire les besoins fondamentaux de la population.

Par ailleurs une émigration légale au titre du travail vers les pays de l'Europe de l'Ouest devrait être autorisée comme mesure à court terme pour lutter contre la pauvreté.

Liberté de mouvement et sécurité

Actuellement le Kosovo est divisé: l'existence d'enclaves et de Mitrovica en tant que ville divisée est une situation intolérable. La crainte et la méfiance mutuelles sont partout présentes et ont leurs racines dans les expériences traumatisantes qui ont frappé de loin et de près dans le passé.

Une des principales préoccupations est la sécurité des minorités et surtout de la population serbe. Environ 100 000 serbes sont encore actuellement au Kosovo.

Les problèmes comme l'absence de poursuites contre les crimes commis pendant la guerre et en mars 2004, la disparition de milliers de personnes depuis 1998/1999 et l'insuffisance de la lutte contre d'autres violations de la loi nourrissent le sentiment d'insécurité général et plus particulièrement parmi les minorités.

A présent, la sécurité et la protection des minorités continuent d'être exercées par l'administration de l'ONU et il n'est pas prévu de transférer ces pouvoirs aux institutions locales. La multiplicité des nationalités parmi la police de la MINUK et la courte durée de leurs mandats ne contribuent pas à rendre les interventions efficaces, à instaurer des rapports de confiance ou à faciliter la compréhension.

Avant de parler de tolérance et de respect mutuel, une action urgente et efficace doit être entreprise par les institutions de sécurité pour établir un Etat de droit. Les criminels doivent être poursuivis et punis. C'est seulement lorsque la justice et la vérité prévaudront qu'un climat de coexistence pacifique, de tolérance, de respect et d'une possible réconciliation pourront grandir.

Des expériences qui ont eu lieu dans d'autres endroits des Balkans ont montré que la sécurité ne s'améliore que lorsque, plutôt que d'être contournées par des institutions internationales, les institutions locales obtiennent la responsabilité politique directe. La responsabilité dans le domaine de la sécurité doit être confiée aux institutions locales ainsi que les moyens nécessaires qui leur permettent de faire leur travail correctement.

Une société juste et ouverte

Le Kosovo est actuellement une société en mouvement, entre un comportement orienté vers le clan et une structure légale confuse.⁸ Le traditionnel code de loi "Kanun" avec sa loi du talion n'est plus appliqué mais reste encore une référence mentale importante. Une structure légale moderne doit encore apporter la preuve de son efficacité.

⁸ Une multitude de lois contradictoires établies durant les différentes périodes des 20 dernières années coexistent.

Redécouvrir les valeurs de la société traditionnelle et les adapter au temps présent est une tâche importante pour les autorités dirigeantes et une chance de lutter contre la corruption ou de promouvoir le respect des droits de propriété.

Le rôle important des ONG doit être reconnu non seulement à cause de leurs initiatives de base, mais aussi de leurs opinions, analyses, propositions et recommandations pour un changement structurel de la société du Kosovo.

Les autorités religieuses sont invitées à dépasser les divisions passées, à promouvoir les valeurs éthiques, à faciliter le dialogue au-delà de leurs propres communautés et si besoin est, à protéger ensemble les lieux sacrés.

L'avenir du Kosovo doit être appréhendé dans un contexte régional: pour faciliter les initiatives transfrontalières, il y a un besoin urgent d'élargir les possibilités de voyage pour tous les Kosovars afin de leur donner accès aux pays voisins et au territoire de l'Union européenne:

- ✓ pour une émigration légale en vue d'un travail saisonnier;
- ✓ pour une participation de courte durée aux initiatives européennes des ONG.

Cela devrait être soutenu par des fonds européens.

Organes directeurs

Le transfert progressif des compétences de la MINUK vers les autorités intérimaires d'administration provisoire crée une situation dans laquelle personne ne sait exactement comment les responsabilités sont réparties.

La représentation des groupes minoritaires au niveau national (PISG) et local (municipalité) est perçue par les personnes concernées comme une fonction alibi sans réelle influence, et conduit à un refus de participation.

Il y a nécessité d'un transfert de compétences plus important, clair et publiquement établi de l'ONU vers les institutions du Kosovo pour créer un climat d'appropriation, d'implication et de responsabilité avec un calendrier bien établi. L'ONU devrait rester présente avec du personnel hautement qualifié remplissant les tâches de «capacity building», d'assistance technique et de monitoring.

5. Engagement du réseau de Caritas Europa.

Au Kosovo:

- ✓ travailler avec une équipe multi-ethnique;
- ✓ mettre en place des projets en fonction des besoins d'éducation et de formation des plus pauvres et des jeunes générations;
- ✓ promouvoir le dialogue inter-ethnique et le respect des différences dans chaque nouvelle activité.

En Europe:

- ✓ soutenir Caritas-Kosovo;
- ✓ agir par un lobbying spécifique et un engagement propre pour un développement durable au Kosovo.

6. Recommandations

Pour les institutions de l'Union européenne (Parlement, Commission, Conseil, Présidence) et pour les Etats de l'Union européenne membres du «groupe de contact pour le Kosovo»:⁹

1. Inscrire le Kosovo comme priorité majeure sur l'agenda politique de toutes les institutions européennes.
2. Jouer un rôle moteur pour
 - ✓ évoluer la résolution 1244;
 - ✓ établir ensemble, de manière urgente et publique, d'une feuille de route politique pour traiter du futur statut, avec la participation des autorités du Kosovo et des représentants de la société civile.
3. Prendre les décisions nécessaires en vue d'un meilleur soutien du système éducatif du Kosovo par la Commission européenne.
4. Promouvoir l'investissement européen et décider d'une augmentation du financement européen pour le développement économique du Kosovo.

Ce document a été approuvé par le Bureau exécutif de Caritas Europa le 15 décembre 2004.

⁹ Le "groupe de contact pour le Kosovo" comprend le Royaume Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie et les Etats Unis. Ce groupe informel de pays suit régulièrement les développements au Kosovo et supervise la politique internationale.